

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Aide
humanitaire/Signature par M.
Jean-Yves Le Drian de douze
conventions de partenariat -
Développement/M. Jean-Baptiste
Lemoyne présidera la réunion
plénière du conseil national du
développement et de la solidarité
internationale - Liberté de la
presse/Rapport de Reporters sans
frontières
(Paris, 19 décembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations suivantes :

1 - Aide humanitaire - Signature par M. Jean-Yves Le Drian de douze conventions de partenariat (Paris, 19 décembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, signe le 19 décembre douze conventions de partenariat en matière d'aide humanitaire avec plusieurs entreprises, fondations d'entreprises, fondations familiales et associations oeuvrant à l'international. Quatre conventions seront renouvelées et huit nouvelles collaborations seront conclues, impliquant en tout vingt-deux partenaires.

Le secteur privé joue un rôle grandissant et indispensable dans la gestion des situations humanitaires d'urgence, permettant par sa mobilisation et ses synergies d'optimiser les opérations de secours. Ces partenariats revêtent différentes formes : dons en nature, mécénat de compétence ou encore cofinancement de projets. Ils illustrent la volonté du Quai d'Orsay de travailler étroitement avec les acteurs privés et de la société civile à travers des projets innovants et ambitieux.

En signant ces partenariats, M. Jean-Yves Le Drian réaffirme sa détermination à renforcer les capacités d'intervention humanitaire d'urgence du centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

2 - Développement - M. Jean-Baptiste Lemoyne présidera la réunion plénière du conseil national du développement et de la solidarité internationale (Paris, 20 décembre 2017)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires

étrangères, présidera le 20 décembre la 11ème réunion plénière du conseil national du développement et de la solidarité internationale.

Avec la participation de 53 personnalités, cette enceinte permet un dialogue approfondi entre les ministères impliqués en matière de solidarité internationale et l'ensemble des acteurs engagés dans ce domaine : ONG, syndicats, employeurs, acteurs économiques, parlementaires, collectivités territoriales, universités et centres de recherches, personnalités étrangères de haut niveau.

Cette réunion permettra de préparer l'échéance majeure du comité interministériel de la coopération internationale et du développement qui se tiendra le 5 février 2018. C'est alors que seront arrêtés les grandes orientations de la France en matière de politique de développement pour les prochaines années et les moyens de cette politique, dans la perspective d'atteindre l'objectif visant à consacrer 0,55% de revenu national brut à l'aide publique au développement d'ici 2022, conformément à l'engagement du président de la République.

La qualité du dialogue instauré au sein du conseil national du développement et de la solidarité internationale à l'occasion de la préparation du comité interministériel qui s'est tenu en novembre 2016 a été essentielle pour la réussite des travaux et la mise en oeuvre concertée de la feuille de route de la politique de développement de la France.

M. Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur, envoyé spécial de la France pour le Sahel, et M. Julien Hubert-Laferrière, député, rapporteur pour avis sur l'aide au développement lors des discussions parlementaires relatives au projet de loi de finances pour 2018, contribueront en particulier aux échanges prévus lors de la réunion du 20 décembre.

Un compte-rendu détaillé de cette réunion sera mis en ligne en janvier sur le site France Diplomatie.

3 - Liberté de la presse - Rapport de Reporters sans frontières (19 décembre 2017)

Nous avons pris connaissance avec préoccupation des conclusions du dernier bilan annuel de «Reporters sans frontières», faisant notamment état de 65 journalistes tués dans le monde en 2017 dans le cadre de leur profession et de 326 journalistes détenus en raison de leur engagement professionnel.

Durement éprouvée avec l'attaque contre Charlie Hebdo le 7 janvier 2015, la France agit en faveur de la liberté de la presse et de la protection des journalistes.

Nous promouvons ainsi cette liberté fondamentale et la lutte contre l'impunité des crimes visant les journalistes au sein des enceintes multilatérales (Conseil de sécurité, Assemblée générale, Conseil des droits de l'Homme, UNESCO dans le cadre des Nations unies ; Conseil de l'Europe ; OSCE). Nous appelons en particulier à la pleine mise en oeuvre des résolutions 1738 (2006) et 2222 (2015) du conseil de sécurité sur la protection des journalistes dans les

conflits armés. Dans le cadre de la troisième commission de l'Assemblée générale des Nations unies, la France a par ailleurs directement contribué, en 2017, en tant que coauteur, aux négociations pour l'adoption de la résolution sur la sécurité des journalistes et la lutte contre l'impunité. Elle soutient actuellement la création d'un mandat de représentant spécial auprès du secrétaire général des Nations unies pour la protection des journalistes, comme le président de la République l'a rappelé en septembre lors de la 72ème session de l'assemblée générale des Nations unies.

En exerçant leur métier, c'est aussi notre liberté que les journalistes défendent./.